

Loi anti-inflation

● (1530)

Il faudrait, au bout de 18 mois, analyser avec soin la situation afin de décider jusqu'où nous sommes allés. De toute évidence, des erreurs seront commises. Le programme est sévère. Franchement, je dis que si les Conservateurs avaient gagné les élections de 1974 et introduit notre régime de contrôles—le blocage de 90 jours et puis, une courte période de réglementation des prix et salaires—ils auraient commis des erreurs. Des difficultés auraient surgi. Après tout, nous ne pourrions être dans un tel pétrin sans qu'il nous en coûte quelque chose pour en sortir. Si la situation était tellement simple, si aucun problème ne se posait, alors l'art de gouverner serait extraordinairement facile. Mais tel n'est pas le cas.

La Chambre finira par adopter ce bill en principe afin qu'il soit étudié en détail au comité. On verra alors s'il est bon. On envoie le bill au comité des finances, mais je puis assurer à la Chambre, monsieur l'Orateur, qu'il est peu probable que les représentants du gouvernement seront les seuls à parler au comité. Le ministre a déjà semé la confusion dans tous les esprits, y compris le sien; l'a-t-il fait uniquement pour semer le trouble dans l'esprit des membres du comité?

Je suis certain que bien des associations professionnelles, des agriculteurs, des fabricants, des travailleurs de bien des secteurs, syndiqués ou non, voudront dire au comité ce qu'ils pensent de ces restrictions et exposer certains dangers de cette politique. J'espère qu'ils feront des critiques constructives. Mais il y aura des critiques et il faudra un certain temps pour qu'on les entende. J'espère que nous pourrons organiser notre travail de cette façon afin que les députés des deux côtés de la Chambre qui attachent une importance primordiale aux problèmes d'administration puissent consacrer assez de temps à la question et que nous n'aurons pas accumulé tellement de travail pour le comité qu'il devra travailler jour et nuit, toute la semaine et que des éléments resteront cachés comme cela arrive souvent lorsque le gouvernement essaie de faire adopter une mesure à la hâte.

Cela dit, monsieur l'Orateur, j'espère que, lorsque le ministre des Finances prendra la parole, il répondra à certaines des questions soulevées par mes collègues et d'autres députés à la Chambre. L'inflation est si grave que nous devons exiger la plus grande franchise tant du ministre des Finances que du premier ministre. Et, dernière chose mais non la moindre, nous devons exiger du député d'Ottawa-Carleton (M. Turner) un compte rendu véridique de ce qui s'est passé lorsqu'il était ministre des Finances.

Mlle Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de dire tout d'abord que je suis soulagée de voir que le gouvernement a enfin assumé ses responsabilités en prenant des mesures pour juguler l'inflation. Ce n'est certainement pas l'occasion de relancer encore une fois le débat sur l'opportunité de prendre des mesures énergiques et positives. Contentons-nous de dire que nous accueillons favorablement cette déclaration d'intention.

Il y a bien des mois que nous attendions cette déclaration, après que le premier ministre (M. Trudeau) nous eut répété à maintes reprises qu'il couperait l'inflation à la racine. Nous savions par là que le match aurait lieu, restait toutefois à préciser la date. Finalement, le gouvernement s'est lancé dans l'arène. Cela est bien et nécessaire. Je ne peux pas faire autrement que de me demander—si vous me permettez de continuer mon analogie, monsieur l'Orateur—ce que le gouvernement a fait pendant la période d'entraînement, cette longue période d'entraînement. Nul doute qu'il s'entraînait à la course à pied. Ni les provinces, ni les syndicats ni le patronat n'ont été consultés lors de la préparation des mesures.

Nous n'avons aucune preuve non plus que le gouvernement ait fait des exercices pour se préparer au combat. Au contraire, tout le plan qui nous a été révélé jusqu'ici porte les marques d'un travail bâclé. Ce qu'on nous présente a été manifestement bousillé en trois semaines environ, probablement depuis le 26 septembre, alors que le nouveau ministre des Finances (M. Macdonald) a emménagé dans l'immeuble de Place Bell Canada. Se pourrait-il qu'en arrivant il n'ait trouvé aucun plan d'urgence, aucune stratégie pour le combat imminent, pas même quelques notes gribouillées sur un buvard?

Bien entendu, cela soulève la question toujours sans réponse—dont on vient de parler—celle de savoir pourquoi l'un des soigneurs a abandonné l'équipe avant que la cloche ne sonne. Nous n'avons toujours pas reçu d'explications satisfaisantes de ce qui a inspiré ce changement dans la hiérarchie. A mon avis, nous avons droit à une explication, mais c'est là une autre affaire que l'ancien ministre des Finances pourra, je l'espère, élucider.

Nous ne pouvions certainement pas nous douter que le combat approchait, étant donné le régime que suivait le gouvernement pendant la période d'entraînement: hausses de salaire, hausses complémentaires, un quart de milliard de dollars de saumon fumé et de champagne à l'inauguration de Mirabel, regrets de ne pouvoir dépenser 400 millions de dollars à Pickering, tout en laissant entendre qu'on trouverait bien d'autres endroits où les dépenser, et en plus un déficit absolument renversant. Non, monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a suivi aucun régime, n'a supprimé aucun superflu pour se préparer au combat de lutte. Je suppose que son idée était de jouer les poids lourds, d'écraser le plus possible son adversaire.

Pourquoi alors nourrir aussi cet adversaire? Pourquoi rendre le combat plus difficile? Pourquoi, par exemple, une telle hausse du prix du combustible? Était-il vraiment nécessaire d'augmenter encore davantage les coûts auxquels font face les acheteurs de maison et les hommes d'affaires en haussant le taux d'intérêt à un tel niveau? Était-il nécessaire d'intervenir dans le marché de l'argent de telle sorte que les emprunteurs privés ne trouvent plus rien à emprunter ou trouvent le prix beaucoup trop élevé?

Mais ça, c'est le passé, le grand jour est maintenant arrivé, et la cloche a sonné la première ronde. Et quel combat ça va être. Il sera long, monsieur l'Orateur, même très long. Personne n'attend de décision rapide. Rien n'indique ni ne permet d'espérer qu'une fois l'inflation au tapis, elle pourra y être rivée rapidement de sorte que nous puissions tourner notre attention à d'autres problèmes. Le premier ministre nous a dit qu'on attendra trois ans avant de demander à l'arbitre si le combat doit se poursuivre, et cela m'inquiète beaucoup.

Je m'inquiète du danger que le gouvernement conserve les pouvoirs accordés. Je m'inquiète du danger qu'une mesure d'urgence se transforme en modus vivendi, une condition normale de la vie canadienne. Je m'inquiète du danger que les forces libres qui nous ont aidé à atteindre notre prospérité actuelle ne soient freinées pour toujours du seul fait qu'en ce moment nous ayons besoin de restrictions. Je supplie le gouvernement de nous donner l'assurance sérieuse, concrète, que le Parlement pourra revoir ces pouvoirs, non pas dans trois ans d'ici mais dans six mois ou, au moins, dans un an d'ici. La loi sur les mesures de guerre nous a donné assez de difficultés; ne nous enga-